



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat
des armées Plate-forme
commissariat Rambouillet
Division Achats Publics**

D.C.E.* N° DAF_2024_001664

**REGLEMENT
DE LA CONSULTATION**

**MODALITES DE SELECTION DES
CANDIDATURES POUR L'APPEL D'OFFRES
RESTREINT**

*en application du Livre III du code de la commande publique
portant sur les dispositions applicables aux marchés de défense ou de
sécurité (MDS)*

**FOURNITURE DE PETIT PAIN DE CAMPAGNE A LONGUE
CONSERVATION A TEMPERATURE AMBIANTE**

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

Date limite de réception des candidatures

12 Mai 2025 à 15 H 00

Compte tenu des nombreux dysfonctionnements impactant PLACE, il est fortement recommandé aux candidats de transmettre une copie de sauvegarde sur support informatique USB, comme cela est prévu dans le présent règlement le consultation (cf. art 8.2).

Pour tout renseignement, d'ordre administratif, technique ou financier, veuillez-vous adresser à la PFC Rambouillet uniquement via la Plate-forme des Achats de l'Etat www.marches-publics.gouv.fr en indiquant le numéro de dossier suivant : DAF_2024_001664

(*) DCE : dossier de consultation des entreprises

SOMMAIRE

1- ARTICLE PRELIMINAIRE	3
2- OBJET DE LA CONSULTATION	3
3- DESCRIPTIF TECHNIQUE	3
4- CHOIX DE LA PROCEDURE ET MODALITES DE SELECTION DES CANDIDATS	3
4.1 Procédure appliquée	3
4.2 Champ d'application de la procédure	4
4.3 Critères de sélection des candidatures	4
5- VARIANTES – OPTIONS	4
6- DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES	4
7- CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE	4
7.1 Présentation de la candidature	4
7.2 Candidature simplifiée (eDUME)	5
7.3 Candidature hors candidature simplifiée	6
8- CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES	7
8.1 Mode de transmission	7
8.2 Modalités relatives à la copie de sauvegarde	7
8.3 Annuaire fournisseur et espace de stockage numérique	8
9- QUESTIONS POSÉES PENDANT LA CONSULTATION	8
10- CANDIDATURES PRÉSENTÉES PAR UN GROUPEMENT D'ENTREPRISE	8
11- CHOIX DES CANDIDATS INVITES A DEPOSER UNE OFFRE	8
12- UNITE MONETAIRE UTILISEE	8
13- PROCÉDURE DE RECOURS	9
13.1 Instance chargée des procédures de recours	9
13.2 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	9

ANNEXE 1 : Formulaire DC1 / Lettre de candidature
ANNEXE 2 : Formulaire DC2 / Déclaration du candidat
ANNEXE 3 : Constitution du groupement
ANNEXE 4 : Engagement du soumissionnaire

1- ARTICLE PRELIMINAIRE

Conformément au règlement du Conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire. La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un sous-traitant et/ou à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10% de la valeur du marché. Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée.

2- OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture de pain longue conservation à température ambiante en étuis de 125g, répartie selon le poste suivant :

N° de poste	Libellé	RAD	Quantité estimative annuelle*	Quantité maximum sur 4 ans	Quantité maximum annuelle pour chaque année de reconduction	Quantité maximum sur la totalité des reconductions (3 ans)
1	Petits Pains Longue Conservation	8920SH0034103	200 000	2 400 000	600 000	1 800 000

**Cette précision donnée à titre indicatif ne peut en aucun cas engager l'administration.*

L'unité est l'étui de 125 gr contenant de 2 à 3 petits pains.

La présente consultation doit conduire à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commande, sans minimum et avec un maximum en quantité, pour une durée de quatre (4) ans à compter de la date de notification. Il peut être reconduit trois (3) fois pour une durée d'un (1) an par reconduction expresse sans que sa durée maximale ne dépasse sept (7) ans.

3- DESCRIPTIF TECHNIQUE :

Les produits approvisionnés sont destinés à être distribués avec les Rations Individuelles d'Exercice Réchauffable (RIER) et sur demande en complément des rations alimentaires de l'armée française. Ils sont susceptibles d'être stockés et utilisés, jusqu'à expiration de la Date de Durabilité Minimale (DDM), sur différents théâtres d'opérations internationaux. Ils peuvent donc être soumis à des conditions climatiques variables (température, hygrométrie...).

La DDM minimale est de 1 an avec une ancienneté de fabrication de 30 jours maximum autorisée. La recette devra avoir des spécificités nutritionnelles et de formulation quantitatives qui seront détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) transmis ultérieurement aux candidats sélectionnés et admis à présenter une offre.

4- CHOIX DE LA PROCEDURE ET MODALITES DE SELECTION DES CANDIDATS

4.1 Procédure appliquée

Le présent appel d'offres est restreint, en application de l'article L.2324-2 du code de la commande publique.

L'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par bons de commande conformément aux articles R. 2362-1 à R.2362-6 et R. 2362-8 du code de la commande publique.

4.2 Champ d'application de la procédure

La présente procédure n'étant ouverte qu'aux seuls opérateurs économiques de l'Union européenne et/ou de l'Espace économique européen (EEE), la candidature d'opérateurs économiques tiers n'est dès lors pas admise (cf. article R. 2342-7 du code de la commande publique). Il est également exigé que les moyens de production soient situés dans l'Union européenne ou dans l'Espace économique européen.

4.3 Critères de sélection des candidatures

Conformément aux articles R. 2344-1 à R. 2344-5, l'acheteur examinera :

- la capacité des candidats à apporter la preuve par tout moyen de leur appartenance à un pays appartenant à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen, et qu'ils disposent de moyens de production dans l'Union européenne ou dans l'Espace économique européen ;
- les moyens techniques, humains et la capacité de production annuelle dont dispose le candidat : le candidat précise son outil de production, ses effectifs et ses références pour le produit objet du marché ;

Afin de garantir la sécurité des approvisionnements l'acheteur impose les conditions suivantes :

- Lorsqu'un candidat s'appuie sur les capacités de production d'un ou de plusieurs autres opérateurs économiques pour fabriquer le produit (contenant et contenu), il doit justifier par tout moyen que le ou les outils de production utilisés le seront à son profit pendant la durée de l'accord-cadre.

Enfin, en cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale et non individualisée par membre.

5- VARIANTES – OPTIONS

Les variantes sont interdites et aucune option n'est demandée par l'administration.

6- DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES

La candidature doit parvenir pour le :

12 Mai 2025 à 15h00.

La date et l'heure limites prises en compte sont la date et l'heure de réception sur la plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE).

Les plis électroniques reçus après la date et l'heure limites fixées ne sont pas ouverts.

N.B : L'horodatage officiel de PLACE fait seul foi pour déclarer les candidatures irrecevables.

7- CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE

7.1 Présentation de la candidature

Les candidats peuvent déposer une candidature simplifiée en utilisant la version électronique du Document Unique de Marché Européen : l'eDUME (cf. le support de formation DUME- Entreprises).

Les candidats qui ne souhaitent pas déposer de candidature simplifiée, doivent respecter les exigences de la candidature hors déclaration simplifiée (cf. article 7.3 du présent RC).

En tout état de cause :

- ✓ une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché ;
- ✓ la candidature ainsi que les justificatifs qui l'accompagnent doivent impérativement **être rédigés en langue française**.

7.2 Candidature simplifiée (eDUME)

Le dossier de candidature simplifié comporte les éléments suivants :

1- L'eDUME ;

Le candidat peut :

- a. – Soit créer un eDUME « opérateur économique », en activant toutes les rubriques du formulaire électronique et en répondant à toutes les questions, à partir de l'utilitaire d'importation et téléchargement disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> ou directement sur le site de l'union européenne via le service en ligne à l'adresse URL suivante : <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr/> ;
- b. – Soit utiliser l'eDUME acheteur créé pour cette consultation sur PLACE. Cette solution permet de ne répondre qu'aux questions sélectionnées par l'acheteur (= gain de temps).

N.B : Le candidat souhaitant s'appuyer sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique devra fournir pour chacune des entités concernées un formulaire eDUME distinct.

Afin d'aider le candidat dans sa démarche de création, un support de formation DUME-entreprise est joint au DCE.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés.

2 - En cas de groupement momentané d'entreprises, les candidats produiront, pour la consultation, le document intitulé « constitution du groupement », dûment signé et daté de l'ensemble des membres du groupement et complété figurant à **l'annexe 3** du règlement de consultation ;

3 - La présentation d'une liste des principales fournitures liées à l'objet de l'accord-cadre et effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ou preuve par équivalence ;

4 - L'engagement du candidat de préserver, le niveau de protection requis par le marché public, la confidentialité de toutes les informations et supports protégés ou classifiés en sa possession ou dont il viendrait à prendre connaissance tout au long de l'exécution du marché public et après résiliation ou expiration du contrat (**Modèle en annexe n° 4 du présent RC**).

5 - La présentation d'un document attestant de la certification d'une démarche Food défense (ISO 22 000, IFS, BRC, PAS 96... ou équivalent) ;

6 - La description de l'outil de production dont le candidat dispose pour la réalisation du marché ;

7 - L'adresse de la ou des usines de conditionnement du produit (contenu et contenant) ;

Conformément à l'article R.2343-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Les pièces 2 à 7 devront être déposées en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

Les pièces 2 et 4 pré-remplies, sont jointes au présent DCE.

7.3 Candidature hors candidature simplifiée

La constitution **intégrale** de ce dossier de candidature s'impose aux candidats ne souhaitant pas présenter une candidature simplifiée.

La candidature doit contenir, en mode de transmission dématérialisée, les documents suivants :

1 - La lettre de candidature (imprimé DC1 **en annexe 1**) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement ;

2 - La déclaration du candidat (imprimé DC2 **en annexe 2**) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés ;

Ces imprimés peuvent être remplacés par des documents contenant les mêmes informations et peuvent être téléchargés sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

3 - La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ou preuve par équivalence sera renseignée dans l'article F du présent DC2.

4 - La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou preuve par équivalence ;

5 - En cas de groupement momentané d'entreprises, les candidats produiront, pour la consultation, le document intitulé « constitution du groupement », dûment signé et daté de l'ensemble des membres du groupement et complété figurant à l'**annexe 3** du règlement de consultation ;

6 - L'engagement du candidat de préserver, le niveau de protection requis par le marché public, la confidentialité de toutes les informations et supports protégés ou classifiés en sa possession ou dont il viendrait à prendre connaissance tout au long de l'exécution du marché public et après résiliation ou expiration du contrat (**Modèle en annexe n° 4 du présent RC**).

7 - La présentation d'un document attestant de la certification d'une démarche Food défense (ISO 22 000, IFS, BRC, PAS 96... ou équivalent) ;

8 - La description de l'outil de production dont le candidat dispose pour la réalisation du marché ;

9 - L'adresse de l'usine ou des usines de conditionnement du produit (contenu et contenant) ;

10 - La présentation d'une liste des principales fournitures liées à l'objet de l'accord-cadre et effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ou preuve par équivalence ;

11 - Pour les sociétés françaises de plus de 20 salariés, il est demandé une déclaration attestant que le candidat est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés, ou document équivalent pour les sociétés candidates qui ne sont pas établies en France (décision du conseil d'état du 22/01/2018 n° 414860) ;

12 - Un certificat qui mentionne en cas d'assujettissement à la T.V.A. (*article D. 8222-7-1°-a du code du travail*) son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.

Les opérateurs économiques établis hors France peuvent produire des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Conformément à l'article R.2343-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Les pièces 1 à 4 pré-remplies, sont jointes au présent DCE.

Toutes les pièces doivent être déposées en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli (cf. article 7.1 du présent RC).

8- CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES

8.1 Mode de transmission

L'administration impose aux candidats la transmission par voie électronique via le portail <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> pour la remise du pli concernant sa candidature.

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site de PLACE.

Lorsque le candidat envoie son pli électronique, il reçoit en retour sur son adresse courriel, un accusé de réception électronique de son dépôt, signé par la plate-forme. Cet accusé de réception sert de preuve de dépôt opposable pour le candidat.

Le candidat peut modifier le contenu de son dossier autant de fois que nécessaire tant que la date et l'heure limites de dépôt ne sont pas dépassées. Cependant et dans ce cas, il doit déposer à chaque fois, un dossier complet contenant l'intégralité des documents. Les précédents envois seront rejetés par l'acheteur, sans être ouverts.

Les plis reçus après la date et l'heure limites fixées, ne seront pas ouverts.

8.2 Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut effectuer une copie de sauvegarde sur support électronique (clé USB). Cette copie du dossier candidature est destinée à se substituer en cas d'anomalie au dossier candidature transmis par voie électronique à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde parvient au service dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un virus est détecté par l'acheteur ;
- En cas de défaillance du système informatique supportant la dématérialisation.

En cas d'envoi d'une copie de sauvegarde, celle-ci est placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE » avec les références précises de l'appel d'offres et le nom du candidat.

Monsieur le directeur de la PFC Rambouillet
Division Achats Publics
Section Vivres Opérationnels
11, rue de Groussay
CS 70106
78513 Rambouillet

8.3 Annuaire fournisseur et espace de stockage numérique

Conformément à l'article R.2343-14 du code de la commande publique, chaque candidat a la possibilité de déposer les divers certificats et attestations sur PLACE via sa fiche fournisseur afin que l'acheteur puisse les obtenir directement.

Dans l'hypothèse où les documents ne sont pas disponibles sur PLACE, le candidat retenu devra fournir ces documents dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la demande du service.

9- QUESTIONS POSÉES PENDANT LA CONSULTATION

Toute question devra parvenir à la PFC Rambouillet via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur PLACE, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des candidatures.

10- CANDIDATURES PRÉSENTÉES PAR UN GROUPEMENT D'ENTREPRISE

En application des articles R.2342-12 et R.2342-14 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques (GOE). S'agissant d'un marché de défense ou de sécurité (MDS), la forme juridique du GOE après l'attribution du marché sera celle du groupement solidaire.

Les candidatures sont présentées soit par l'ensemble des membres du GOE, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale et non individualisée par membre.

11- CHOIX DES CANDIDATS INVITES A DEPOSER UNE OFFRE

Après avoir analysé le dossier de candidature de chaque candidat selon les modalités définies à l'article 4.3 du présent règlement de consultation, l'acheteur dresse la liste des candidats invités à soumettre une offre. Les candidatures déclarées irrecevables seront rejetées sans délai.

L'acheteur adresse le dossier de consultation relatif aux offres aux seuls soumissionnaires retenus au stade de la candidature par voie électronique via PLACE.

12- UNITE MONETAIRE UTILISEE

Les soumissionnaires sont informés que l'unité de compte du marché sera l'euro.

13- PROCÉDURE DE RECOURS

13.1 Instance chargée des procédures de recours

En cas de litige relatif à la procédure en cours, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents. S'agissant de la consultation en cours, les coordonnées du tribunal administratif sont :

Greffe du tribunal administratif
56 avenue de Saint-Cloud 78011 Versailles
Téléphone : 01.39.20.54.00
Courriel greffe.ta-versailles@juradm.fr

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet (URL) : <http://www.telerecours.fr>

13.2 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Greffe du tribunal administratif
56 avenue de Saint-Cloud 78011 Versailles
Téléphone : 01.39.20.54.00
Courriel greffe.ta-versailles@juradm.fr

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet (URL) : <http://www.telerecours.fr>